

Gaza : L'Assemblée générale va étudier le Rapport Goldstone le 4 novembre

30 octobre 2009 – L'Assemblée générale de l'ONU se réunira le 4 novembre pour étudier le rapport de la Mission des Nations Unies d'établissement des faits sur le conflit à Gaza, qui estime que des crimes de guerre ont été commis à la fois par Israël et les Palestiniens lors de ce conflit entre décembre 2008 et janvier 2009.

Le Président de l'Assemblée générale, Ali Treki, a reçu une lettre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies lui transmettant le rapport de la mission dirigée par le juge Richard Goldstone, un ancien procureur au Tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie (TPIY) et au Tribunal sur le Rwanda (TPIR).

Le Conseil des droits de l'homme a adopté le 16 octobre une résolution dans laquelle il approuve les recommandations contenues dans le Rapport Goldstone et a appelé toutes les parties concernées à garantir leur mise en œuvre.

Le rapport a mis en lumière un certain nombre de cas concrets de violations des droits de l'homme et du droit international imputables à l'armée israélienne et au mouvement palestinien Hamas dans le territoire de Gaza. Il recommande que le Conseil de sécurité se saisisse de la question et intime aux parties l'ouverture d'enquêtes, à défaut de quoi, dans les six mois, le Conseil devrait référer la situation à la Cour pénale internationale (CPI).

La réunion de l'Assemblée générale prévue le 4 novembre fait suite à une demande du groupe des Etats arabes à New York, soutenue par les 118 membres du Mouvement des non-alignés, pour que soit examiné le rapport lors de la première semaine de novembre, selon le porte-parole du Président de l'Assemblée générale.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a demandé à Israël et aux Palestiniens de mener « des enquêtes complètes, indépendantes et crédibles » conformément aux recommandations du Rapport Goldstone.

M. Ban a déclaré qu'il avait été informé que les Israéliens et les Palestiniens allaient mener leurs propres enquêtes. « Je n'ai pas reçu davantage de détails, mais cela est positif », a-t-il dit mercredi lors d'une conférence de presse. « J'ai demandé de manière répétée au gouvernement israélien d'instaurer son propre processus crédible d'enquête », a-t-il ajouté.